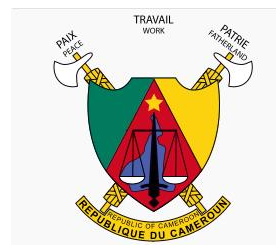




Food and Agriculture Organization
of the United Nations



matières

Résumé de la note d'investissement	3
SIGLES ET ABBREVIATIONS	6
DEFINITIONS DE MOTS/EXPRESSIONS	6
INTRODUCTION.....	10
I- DONNEES GENERALES SUR LE CAMEROUN	11
I.1- Une population rapidement croissante et jeune	11
I.2- NOTE D'INVESTISSEMENT	11
I.3-	12
I.4- Le riz, une denrée gourmande en devises et pourtant localement cultivable	12
I.5- Le riz une denrée fortement consommée dont la demande est croissante	12
I.6- l'initiative Main dans la Main, pour une résorption du gap de production	13
II- CIBLAGE GEOGRAPHIQUE.....	15
III- LE CADRE INCITATIF : POURQUOI	20
IV- LE PLAN D'INVESTISSEMENT	22
IV.1- Objectif global	22

JUILLET 2023

IV.2-	Objectifs
spécifiques	22
IV.3- Les résultats attendus	22
IV.3.1- Gap de production résorbé	22
IV.3.2- Production locale de riz blanchi substantiellement relevée	22
IV.3.3- Riz local essentiellement commercialisé	22
IV.3.4- Modèle de production rizi-piscicole généralisable	22
IV.4- Activités à mener	23
IV.4.1- Appui à la production des semences améliorées de riz	23
IV.4.2- Aménagements hydroagricoles pour la production du riz	23
IV.4.3- Appui à la production rizicole et rizi-piscicole	23
IV.4.4- Appui au développement des infrastructures socio-économiques pertinentes	23
IV.4.5- Appui à la commercialisation	23
IV.4.6- Gestion et coordination de l'initiative	24
IV.5- Faisabilité de l'initiative	24
IV.6- Impact financier prévisionnel	24
IV.7- Impact social prévisionnel de l'initiative	25
IV.8- Ressources nécessaires	27
IV.9- Plan de financement de l'initiative	27
V- ANALYSE FINANCIERE	28
VI- RISQUES MAJEURS ET FACTEURS DE MITIGATION	28
Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	29
Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	29

Résumé de la note d'investissement

Résumé de l'initiative : Satisfaction du gap entre la production et la consommation nationales du riz

Opportunités d'investissement : Renforcement de la production du riz irrigué y compris des pilotes de rizi-pisciculture, du riz pluvial de plateau et du riz de bas-fonds

PROBLEME	Pauvreté et insécurité alimentaire ambiantes			
SOLUTION	Réaliser un taux de couverture d'au moins 97% de la demande nationale en riz blanchi à l'horizon 2030			
STRUCTURATION DE L'INVESTISSEMENT		Montant en FCFA	Montant en USD (1 USD = 580 FCFA)	%
	Etat	279 480 363 410	30 003 060	39
	Secteur privé	131 044 558 830	46 008 222	61
	TOTAL	410 461 752 240	76 011 282	100
PRODUITS/ SERVICES	<p>Secteur privé : (i) production des semences améliorées de riz ; (ii) approvisionnement en engrais et gestion de la fertilité des sols ; (iii) protection phytosanitaire des exploitations ; (iv) Appui -conseil et vulgarisation d'itinéraires techniques adaptés ; (v) mécanisation des opérations culturales, (vi) Mise en place de petites unités de transformation (vii) Renforcement de la capacité de stockage du riz et du poisson ; (viii); Développement des débouchés de commercialisation ; (ix) Développement des techniques de rizi-pisciculture, () Veille informationnelle</p> <p>Etat : (i) Aménagements hydroagricoles pour la production du riz ; (ii) Amélioration des infrastructures d'accès, (iii) électrification villageoise</p>			
Marché/Demande initiale projetée		300 000 tonnes de riz blanchi complémentaires à produire annuellement à l'horizon 2030		
Envergure	Système de culture	Régions cibles	Départements	
	Riz pluvial de plateau (20 250 ha)	Centre	Mbam et Kim, Haute Sanaga, Mefou et Afamba ; Nyong et Mfoumou	
		Sud	Mvila, Dja et Lobo, Vallée du Ntem	
		Nord-Ouest	Menchum, Mezam	
		Ouest	Noun, Ndé	
	Riziculture des bas-fonds (3 000 ha)	Ouest	Noun, Ndé	
		Centre	Mbam et Kim, Haute Sanaga, Mefou et Afamba ; Nyong et Mfoumou	
		Sud	Mvila, Dja et Lobo, Vallée du Ntem	
	Riziculture irrigué (31 500 ha)	Extrême-Nord	Logone et Chari, Mayo Danay	
		Nord	Benoue et Mayo Louti	
		Nord-Ouest	Ngo-Ketunjia	
	Rizi-pisciculture (10 ha)	Extrême-Nord	Logone et Chari, mayo Danay	
Indicateurs de rentabilité		TRI :	RIZICULTURE IRRIGUEE PETITS PRODUCTEURS :	
			RIZICULTURE BAS-FONDS PETITS PRODUCTEURS :	
			RIZICULTURE PLUVIALE PETITS PRODUCTEURS :	
			RIZIPISCICULTURE PETITS PRODUCTEURS :	
			RIZICULTURE PLUVIALE GRANDS PRODUCTEURS :	
			RIZICULTURE IRRIGUEE GRANDS PRODUCTEURS :	
		VAN :	RIZICULTURE IRRIGUEE PETITS PRODUCTEURS :	
			RIZICULTURE BAS-FONDS PETITS PRODUCTEURS :	
			RIZICULTURE PLUVIALE PETITS PRODUCTEURS :	

			RIZIPISCICULTURE PETITS PRODUCTEURS :
			RIZICULTURE PLUVIALE GRANDS PRODUCTEURS :
			RIZICULTURE IRRIGUEE GRANDS PRODUCTEURS :
		Délai de récupération	RIZICULTURE IRRIGUEE PETITS PRODUCTEURS :
			RIZICULTURE BAS-FONDS PETITS PRODUCTEURS :
			RIZICULTURE PLUVIALE PETITS PRODUCTEURS :
			RIZIPISCICULTURE PETITS PRODUCTEURS :
			RIZICULTURE PLUVIALE GRANDS PRODUCTEURS :
RIZICULTURE IRRIGUEE GRANDS PRODUCTEURS :			
Impact socio économique	Sur les petits producteurs de riz	Augmentation des revenus Amélioration de la diversité alimentaire	
	Sur les usiniers	Augmentation des revenus	
	Sur la balance commerciale	Allègement du déficit de la balance des biens et équipements Amélioration de la balance des paiements	
	Sur l’accessibilité aux aliments (riz)	Sécurisation de la disponibilité du riz Amélioration de l’accessibilité au riz de qualité	
	Sur le potentiel de production	Relèvement du niveau de production du riz Résorption du déficit de production	
Impact environnemental		Disponibilité des études d’impact environnemental évaluant les conséquences positives et négatives de l’initiative sur les ressources foncières, les ressources en eau, la biomasse et l’écologie en général	
Cadre incitatif	Atouts naturels	Position géographique stratégique en Afrique centrale	
		Abondance de terres arables (7,16 millions d’ha)	
		Immense potentiel en terres irrigables (240 000 ha)	
		Grande diversité agroécologique	
		Potentiel agricole sous exploité	
		Population croissante de consommateurs (2,6% par an)	
	Avancées techniques dans le secteur	Existence d’un savoir-faire endogène améliorable	
		Existence d’un système établi de production et de distribution des semences	
		Existence de variétés de semences améliorées et adaptées aux cinq zones agro écologiques	
		Existence d’initiatives publiques et privées de transformation locale du riz paddy	
		Disponibilité locale de la petite mécanisation de production et de transformation	
	Gouvernance favorable	Stabilité politique du pays	
		Existence d’un minimum de structuration des acteurs de la chaine de valeurs	
		Existence d’un manuel de procédure d’octroi des subventions dans le secteur	
		Existence d’une loi sur les interprofessions,	
		Identification de la filière riz comme filière prioritaire dans la politique ambiante d’import-substitution ;	
		Présence de plusieurs institutions d’accompagnement de la filière	
		Existence d’une loi fixant un ensemble d’incitations fiscal-douanières et financières pour les investissements privés	
	Existence d’une loi sur le partenariat public-privé, les modalités de son exécution et les avantages y relatifs		
	Investissements induits/ en relation avec	Accroissement des superficies de production locale du riz	Au total 54 760 000 nouveaux hectares de riz seront mis en production, soit 36 500 ha en riziculture irriguée,

		pluviale, 18 250 ha en riziculture pluviale, 3 000 ha en riziculture de bas-fonds et 10 ha pilotes en rizi-pisciculture
	Réhabilitation et agrandissement du réseau de routes rurales praticables	Un total de 548 km de routes agricoles seront créées ou réhabilitées . Ces routes seront entretenues annuellement
	Electrification des zones de production	Des zones de production seront électrifiées dans le cadre de l'initiative, ce qui facilitera le décortilage de la production supplémentaire de riz paddy et améliorera les conditions de vie des ménages ruraux
	Augmentation des infrastructures de stockage de denrées agricoles	248 magasins de stockage seront construits, gérés et maintenus pour la limitation des pertes post récolte et l'amélioration de la flexibilité dans la gestion des récoltes
	Accroissement de la capacité de transformation	34 unités de transformations seront acquises, installées gérées et maintenues, de quoi assurer le décortilage de la production supplémentaire de riz paddy générée dans le cadre de l'initiative

SIGLES ET ABREVIATIONS

CEDEAO	Communauté Economique et Douanière des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
DPI	Personnes déplacées internes
ECAM	Enquête de Consommation auprès des ménages
FAO	United Nation Food and Agricultural Organization
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
INS	Institut National de la Statistique
MCDA	Multicriteria Decision Analysis
MdM	Initiative Main dans la Main
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
PME	Petite et moyenne entreprise
SDSR/PNIA	Stratégie de Développement du Secteur Rural/Plan National d'Investissement Agricole
SNDR	Stratégie Nationale de développement du riz

DEFINITIONS DE MOTS/EXPRESSIONS

Alevins clarias nécessaires (0,5/m ²)	Nombre d'alevins de Claria à utiliser pour l'empoissonnement des espaces de rizi-pisciculture dans l'année à raison de 0,5 alevin par m ²
Alevins tilapia nécessaires (0,5/m ²)	Nombre d'alevins de tilapia à utiliser pour l'empoissonnement des espaces de rizi-pisciculture dans l'année à raison de 0,5 alevin par m ²
Aménagements hydroagricoles nécessaires (ha)	Superficie sur laquelle les aménagements hydroagricoles seront effectués au cours de l'année (en ha) y compris études, travaux et maîtrise d'œuvre
Base de calcul du cout moyen du conseil	Somme des dépenses d'appui à la production (semences+ engrais+ main d'œuvre culturale+ alevins+ aliments + outillage + pesticides + herbicides)
Capacité de décorticage nécessaire	Capacité nécessaire dans l'année pour le décorticage de la production de paddy obtenue après les pertes post récolte
Capacité de magasinage nécessaire	Capacité susceptible de contenir la production de riz paddy d'une saison de culture au cours de l'année
Cash flow	Différence entre les recettes totales et les dépenses totales de l'année
Coût des systèmes d'information sur les marchés (5% du cout du conseil)	Dépense annuelle à supporter pour les systèmes d'information sur les marchés, à hauteur de 5% des dépenses engagées dans le conseil
Cout NPK (45000 FCFA/sac de 50 kg)	Dépense annuelle en engrais complet à raison de 45000 FCFA par sac
Cout des herbicides	Dépense en herbicide pour un cycle de culture à raison de 5000 FCFA par litre d'herbicide par ha ?
Coût des pesticides	Dépense en pesticides pour un cycle de culture à raison de 40000 FCFA par ha (40000 x superficie)
Cout électrification	Dépense totale d'une année pour l'électrification des zones de production ciblées

Cout électrique de l'usinage du riz	Montant à payer pour l'électricité consommée par le décortilage du riz dans les unités de décortilage
Coût moyen aliments (410 x nombre d'alevins)	Dépense moyenne en aliments de poisson à acheter et par alevin empoissonné, soit 60 FCFA
Coût moyen aménagements	Moyenne des dépenses totales à effectuer pour l'aménagement d'un ha
Coût moyen de la semence	Prix d'une tonne de semence de riz
Cout moyen électrification zones des production	Dépense moyenne pour l'électrification d'une zone de production ciblée
Cout moyen magasin de 500 tonnes	Coût moyen de construction d'un magasin ayant une capacité de stockage de 500 tonnes de riz paddy
Coût moyen main d'œuvre (FCFA/ha)	Coût moyen de la main d'œuvre culturale par hectare
Coût moyen outillage nécessaire	Dépense en petit outillage nécessaire pour 1 ha de culture
Cout moyen ouverture d'un km de piste	Dépense moyenne pour l'ouverture d'un km de piste d'accès et de collecte
Cout moyen réhabilitation d'un km de piste	Dépense moyenne pour la réhabilitation d'un km de piste d'accès et de collecte
Cout moyen unité de décortilage	Prix moyen d'achat, de transport et d'installation d'une unité de décortilage
Coût outillage	Dépense annuelle en petit outillage pour l'année en cours (superficie X coût moyen outillage)
Cout ouverture de pistes	Dépense totale pour l'ouverture des pistes d'accès et de collecte au cours de l'année
Cout réhabilitation (70% du linéaire attendu)	Dépense totale pour la réhabilitation des pistes d'accès et de collecte au cours de l'année
Coût total aliments	Dépense totale en aliments de poisson pour la période
Coût total conseil	5% du cout d'appui à la production
Coût total de la semence	Dépense totale pour les semences nécessaires au cours de l'année
Cout total magasins de stockage	Coût total des magasins construits dans l'année
Cout total pistes	Dépense totale d'une année pour l'ouverture et la réhabilitation des routes et pistes d'accès et de collecte au cours de l'année
Cout total unité de décortilage	Dépense annuelle payée pour le décortilage du riz. Elle inclue l'acquisition-installation, la maintenance et le fonctionnement de toutes les unités de décortilage installées dans le cadre de l'initiative
Cout urée (40 000 FCFA par sac de 50 kg)	Dépense annuelle en urée en FCFA
Coûts main d'œuvre	Dépense totale pour la main d'œuvre culturale de la période
Dépense totale	Somme annuelle des dépenses effectuées
Engrais NPK 20-10-10 nécessaire (sacs de 50 kg/ha)	Quantité total d'engrais complet NPK nécessaire pour l'année en sacs de 50 kg à raison d'un sac par ha
grands producteurs nécessaires ou bénéficiaires ?	Moyenne et grande entreprise agricole produisant le riz sur une superficie de 5000 ha en moyenne
Herbicides nécessaire (litres)	Nombre de litres d'herbicides nécessaires pour l'entretien des superficies cultivées dans l'année

Kilométrage en routes d'accès (1 km/100 ha)	Linéaire de route d'accès et de collecte (en km) nécessaire pour le développement des nouvelles superficies de production dans l'année (1km pour 100 ha)
Localisation	Département ciblé pour la mise en œuvre de l'initiative
Montant total aménagements	Dépense annuelle pour les aménagements hydroagricoles
Nombre de magasins de 500 tonnes	Nombre de magasins d'une capacité moyenne de 500 tonnes de riz paddy
Nombre de zones ciblées	Nombre de zones de production pour l'année (nombre de petits producteurs/1500)
Nombre d'unités nécessaires (k= 1t/h)	Nombre d'unités de décortiquage d'une capacité de 1tonnade riz paddy/heure chacune nécessaires pour le décortiquage de la production d'une saison
Pertes post récolte (10%)	Somme estimée des quantités de riz perdues par différents moyens depuis la récolte du paddy jusqu'à la commercialisation
Petits producteurs bénéficiaires	Ménages agricoles produisant le riz sur une superficie de 1,5 ha en moyenne
Prix bale de riz (FCFA/kg)	Prix d'un kilogramme de téguments (peau dure) obtenus après décortiquage du paddy
Prix du KWH d'électricité	Prix moyen de l'électricité tel que pratiqué par Eneo Cameroon
Prix moyen des alevins	Prix moyen d'un alevin (claria ou tilapia)
Prix poisson (FCFA/kg)	Prix d'un kilogramme de poisson produit (claria et tilapia)
Prix riz décortiqué (FCFA/kg)	Prix d'un kilogramme de riz décortiqué (prix moye riz long grain et brisures de qualité supérieure)
Prix riz paddy (FCFA/kg)	Prix d'un kilogramme de paddy bord champ
Prix son de riz (FCFA/kg)	Prix d'un kilogramme de farine et brisures de qualité inférieure
Production de balles de riz : 7% (tonnes)	Quantité de téguments de riz paddy (peau dure) obtenue annuellement après décortiquage du riz paddy (7% du poids du riz paddy usiné)
Production de poisson (tonnes)	Quantité totale de poisson obtenue à la fin d'une saison de rizi-pisciculture
Production de riz brisure extra :22% (tonnes)	Quantité de brisures de qualité supérieure obtenue annuellement après décortiquage du riz paddy (22% du poids du riz paddy usiné)
Production de riz décortiqué (tonnes)	Quantité de riz paddy transformé en riz long grain ou brisures supérieure (riz blanchi)
Production de riz marchand:43% (tonnes)	Quantité de riz long grain (qualité supérieure) obtenue annuellement après décortiquage du riz paddy (43% du poids du riz paddy usiné)
production de son de riz et brisures inferieures: 28% (tonnes)	Quantité de farine, son et brisures de qualité inférieure obtenue annuellement après décortiquage du riz paddy (28% du poids du riz paddy usiné)
production paddy	Quantité de riz paddy produite au cours de l'année
Recette totale	Somme annuelle de toutes les recettes (riz décortiqué, son de riz, balles de riz)
Recettes de vente de balles de riz	Produit de la vente des balles de riz (prix balles de riz X production balles de riz)
Recettes de vente de poisson	Produit de la vente de poisson récolté à la fin de la saison

Recettes de vente de riz décortiqué	Produit de la vente de riz décortiqué (Prix riz décortiqué X production de riz décortiqué)
Recettes de vente de son de riz	Produit de la vente de son de riz (Prix son de riz X production son de riz et brisures inférieures)
Rendement du décortilage	Pourcentage du poids de riz paddy transformé en riz long grain ou brisures supérieure (riz blanchi)
rendements moyens riz (t/ha)	Rendement cultural moyen en riz paddy (tonnes par hectare de culture)
rendements prospectifs en poisson (t/ha)	Rendement moyen attendu en tonnes de poisson par hectare de rizi-pisciculture développé
Semences nécessaires (tonnes)	Quantité de semence nécessaires pour l'ensemencement des superficies prévues pour l'année : 70 kg/ha pour les grands producteurs et 80 kg /ha pour les petits producteurs
Superficie cible (ha)	Superficie physique (en hectares) développée de l'année
Total cout alevins	Dépense annuelle en alevins
UREE NECESSAIRE (sacs de 50 kg)	Quantité d'urée nécessaire pour l'année en sacs de 50 kg à raison d'un sac par ha

INTRODUCTION

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) a adopté en fin 2019 une nouvelle Initiative dénommée : « Main dans la Main (MdM) » en anglais « Hand in Hand (HiH) ». Cette Initiative a pour objectif d'accélérer la transformation structurelle de l'agriculture et le développement rural durable afin d'éliminer la pauvreté (ODD 1), ainsi que la faim et la malnutrition sous toutes ses formes (ODD 2), contribuant ainsi à la réalisation des autres objectifs de développement durable. L'initiative se concentre sur les zones géographiques où il existe un potentiel agricole important mais non encore entièrement atteint, des niveaux élevés de pauvreté et d'insécurité alimentaire chronique. Il s'agit généralement de régions qui comptent un grand nombre de petits exploitants agro-sylvo-pastoraux, halieutiques et fauniques. L'objectif est de réduire la pauvreté grâce à l'agriculture, l'élevage, la pêche, la foresterie et d'autres activités génératrices de revenus.

L'initiative « Main dans la Main » fait aussi appel aux technologies modernes actuellement disponibles, en particulier la modélisation géo spatiale et les techniques analytiques avancées, afin de déterminer les meilleures possibilités d'amélioration des conditions de vie des populations rurales les plus pauvres, qui constituent la grande majorité des personnes pauvres de la planète, et cela, en augmentant leurs revenus et en réduisant les inégalités et les vulnérabilités qui les affligent. Ces outils sont aussi mis à profit pour avoir une vue globale des possibilités économiques, et pour mieux cibler et adapter en conséquence les interventions de politique générale, les innovations, les financements, les investissements et la réforme institutionnelle.

L'initiative « Main dans la Main » adopte une approche des systèmes alimentaires axée sur le marché, qui vise à augmenter la disponibilité d'aliments nutritifs sur les marchés alimentaires locaux, régionaux et nationaux, en termes de quantité, de qualité, de diversité et d'accessibilité. Elle a pour objectif de permettre à tous de bénéficier d'une bonne nutrition et d'une alimentation saine grâce au renforcement des systèmes alimentaires, et d'améliorer les moyens d'existence des ménages en réduisant la pauvreté extrême.

Autrement dit, avec cette initiative, la FAO entend fournir davantage soutien et d'assistance technique à tous les pays membres, en particulier aux pays qui ont le plus besoin d'aide, pour combler le déficit alimentaire, soutenir le développement économique, mettre fin à la malnutrition et réduire l'impact sur l'environnement.

Suite au lancement officiel de l'initiative le 28 décembre 2022 au Cameroun, le Gouvernement, avec l'appui de la FAO, en coopération et coordination avec plusieurs partenaires, compte opérationnaliser l'Initiative par l'appui au développement de la chaîne de valeur riz. Il a ainsi préparé un plan d'investissement à soumettre au forum d'investissement dont la tenue est prévue en octobre 2023.

I- DONNEES GENERALES SUR LE CAMEROUN

Le Cameroun, pays d'Afrique centrale situé au fond du golfe de Guinée, 475 442 km², se distingue par sa position stratégique, au carrefour de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, à l'intersection des zones CEDEAO et CEMAC. Il partage plus de 1500 km de frontière avec le Nigeria, première économie d'Afrique. Du point de vue administratif, le Cameroun est subdivisé en 10 régions, 58 départements et 360 arrondissements tous regroupés en 5 zones agro écologiques

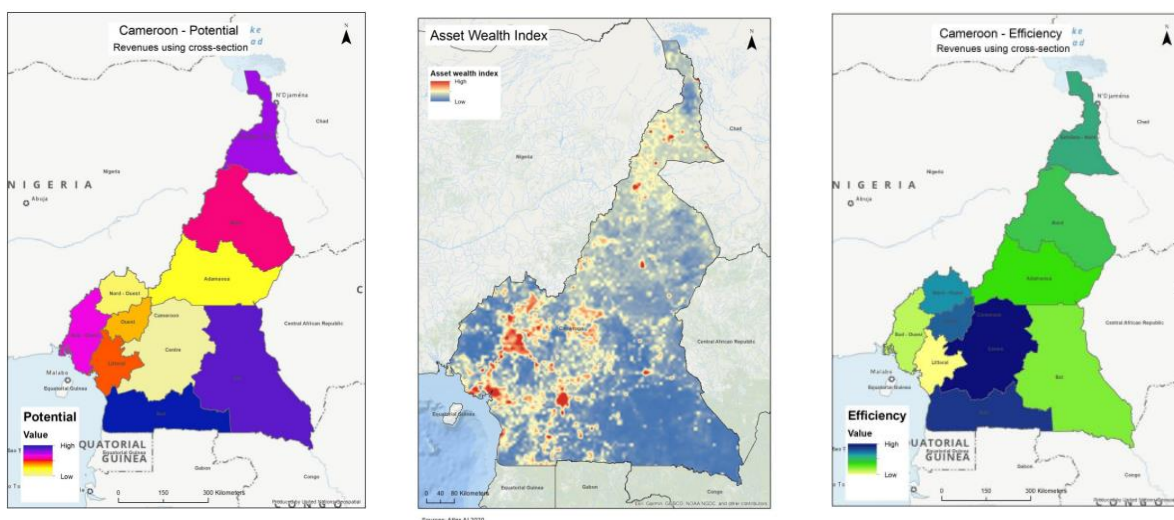
I.1- Une population rapidement croissante et jeune

Pays le plus peuplé de la zone CEMAC et phare de la sous-région, le Cameroun serait peuplé d'environ 35 millions d'habitants en 2030 avec un taux d'accroissement de 2,6% par an. Cette population est actuellement composée de 50,6% de femmes et se caractérise par son extrême jeunesse, avec un âge moyen proche de 22 ans ; les moins de 15 ans représentent 43,6% et la proportion de la population en âge de travailler (constituée des personnes de 15 – 64 ans) est de 53,5%. La taille moyenne d'un ménage est de 6 personnes. La main d'œuvre est donc abondante, jeune et relativement qualifiée, mais davantage attirée vers les grandes agglomérations où les opportunités socio-économiques apparaissent plus attrayantes.

Malgré de fortes incertitudes sur la situation géopolitique internationale, les perspectives économiques à court et moyen termes restent satisfaisantes. Le taux de croissance est estimé à 4,3% en 2023 et 4,5% en moyenne sur la période 2024-2025. L'inflation devrait continuer à se situer en 2023 au-dessus du seuil communautaire de 3% et revenir progressivement en dessous à moyen terme. La reprise économique Post COVID-19 de l'économie camerounaise a été contrainte par l'évolution inédite de l'inflation qui a réduit le pouvoir d'achat des ménages et accru les coûts de production des entreprises.

I.2- Une forte incidence de la pauvreté rurale

L'incidence de la pauvreté était estimée à 37,5% en 2014, contre 39,9% en 2007 (ECAM 4, INS). L'analyse de la pauvreté selon les régions et le milieu de résidence montrait que les producteurs ruraux constituaient le groupe socio-économique le plus exposé à la précarité et contribuaient à 66,1% à la pauvreté nationale. Le milieu rural, où réside près de 43,7% de la population totale, concentre 90% des personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 931 FCFA par jour pour couvrir les besoins prioritaires de base d'un adulte (ECAM 4, INS).



I.3- Une agriculture à haut potentiel mais encore peu performante

Le secteur rural a toujours été au centre des politiques et stratégies nationales de développement. Toutefois, la part de l'agriculture dans le Produit Intérieur Brut a régulièrement décliné, passant de plus de 30% dans les années 1970 à moins de 18% en 2019. Le nombre de ménages agricoles était estimé en 2017 à 2 millions. Seul un cinquième de ceux-ci bénéficient d'un encadrement par des organisations socioprofessionnelles.

Pays agricole, le Cameroun est confronté à des défis importants d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère et chronique. Le cadre harmonisé de suivi de la sécurité alimentaire publié en mai 2023 ressort que la consommation alimentaire des ménages est restée stable par rapport à la même période en 2022. Près de 58% des ménages présentent un score de consommation alimentaire acceptable. Dans la région de l'Est, 4 ménages sur 10 seulement ont un niveau de consommation alimentaire acceptable. C'est également dans cette région que les ménages ont la consommation alimentaire la plus faible (près de 3 ménages sur 10). Pour la période considérée (mars à mai 2023), 11% de la population étaient en insécurité alimentaire aigue (3 012 103 personnes) au Cameroun dont environ 1% en phase urgence (335 899 personnes) et 10% en phase crise (2 676 204 personnes). Au total, 6 093 718 personnes se trouvaient en phase sous pression, soit 22% de l'ensemble de la population.

Ceci est imputable à divers facteurs sociopolitiques, notamment: (i) les perturbations récurrentes du calendrier agricole liées à la rareté et à l'irrégularité des pluies ou encore à une saison sèche prolongée (ii) la présence de personnes déplacées internes (DPI) au sein des ménages, (iii) l'insécurité transfrontalière et l'insécurité civile, (iv) la hausse des prix des produits alimentaires liée à l'action des spéculateurs sur les marchés, (v) l'abandon d'exploitations agricoles dans certaines localités du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et l'abandon des activités agricoles au profit de l'activité minière dans les régions de l'Est, (vi) la destruction des cultures par le bétail en divagation à l'Ouest, et (vii) les attaques de chenilles défoliatrices.

I.4- Le riz, une denrée gourmande en devises et pourtant localement cultivable

Les crises internationales, sanitaires et politiques, offrent à l'agriculture vivrière camerounaise et singulièrement à la riziculture, des opportunités pour se développer. C'est ainsi que le gouvernement a pris l'option de promouvoir une politique d'import/substitution axée autour de cinq principales cultures parmi lesquelles le riz. En effet, l'écart entre la demande et l'offre du riz continue de se creuser, et le pays se voit dans l'obligation d'importer d'importantes quantités de riz pour satisfaire les besoins de consommation. Alors que le riz est cultivable dans les 10 régions du pays notamment dans 15 bassins de production identifiés, cette denrée a constituée à elle seule 5% de l'enveloppe globale des importations du pays en 2021, soit près de 2 000 000 tonnes et 536 milliards de francs CFA entre 2019 et 2021.

I.5- Le riz une denrée fortement consommée dont la demande est croissante

Au Cameroun, le riz constitue un aliment de base pour les populations, notamment urbaines. Il occupe la seconde place des céréales les plus consommées après le maïs. L'indice de consommation du riz par an est de 25 kg par habitant. Pour une consommation annuelle estimée à 637 000 tonnes en 2023, la production estimée est de 270 000 tonnes. Ce déficit ira croissant avec les années si aucune intervention n'est menée. Il atteindrait 300 000 tonnes à l'horizon 2030.

Tableau 1: Tableau récapitulatif des besoins de consommation (en milliers de tonnes)

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Besoin en consommation	637	655	673	693	714	732	753	772

Source : MINADER, 2023, SNDR, P 43

Au niveau du marché CEMAC, la demande est estimée à un peu plus de 1 200 000 tonnes de riz blanchi par an. Elle émane essentiellement de celle des ménages, des restaurants et des hôtels. La production locale couvre à peine le ¼ de la demande réelle du riz de la sous-région ?.

1.6- l'initiative Main dans la Main, pour une résorption du gap de production

Le caractère insuffisant de la production du riz est dû à la conduite extensive des cultures, aux difficultés d'accès des paysans aux variétés à hauts rendements et aux intrants de fertilisation, ainsi qu'à la vétusté des infrastructures et à l'insuffisance des interventions en matière d'aménagements hydroagricoles. D'autres causes contribuent à la réduction de la performance de la filière telles que le caractère insuffisamment professionnalisé des exploitants, la vétusté du matériel de décortiquage et le niveau élevé des pertes post-récoltes.

Tableau 2: Tableau récapitulatif des projections de productions et des besoins de consommation (en milliers de tonnes)

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Production de riz paddy	450	545	643	729	815	900	986	1100
Production de riz-blanc	315,5	382,5	450	510	570	630	690	750
Besoin en consommation	637	655	673	693	714	732	753	772
Taux d'autosuffisance (%)	49	58	67	73	79	86	91	97

Source : MINADER, 2023, SNDR, P 43

Pour réaliser un taux de couverture de 97% de la demande nationale en riz blanchi à l'horizon 2030, le Cameroun a résolu de développer la production de cette spéculation sur les trois systèmes de cultures actuellement pratiqués au pays : riziculture irriguée, riziculture de bas-fond et riziculture pluviale de plateau. Cet objectif requiert donc d'une part, l'amélioration des rendements de 0,5 t/ha dans la riziculture de bas-fonds et 1 t/ha pour les rizicultures irriguée et pluviale de plateau ; D'autre part, un accroissement progressif des superficies développées pour chacun des systèmes de culture : 200 000 ha supplémentaires pour le riz pluvial de plateau, 10 000 ha supplémentaires de riz pluvial des bas-fonds, et 60 000 ha de plus en riziculture irriguée.

Tableau 3 : Rendements projetés du riz au Cameroun par système de culture (Tonnes/hectare)

	2 022	2 025	2 030	GAP
Riz pluvial de plateau	2	2	3	1
Riz pluvial de bas-fonds	4	5	5	0,5
Riz irrigué	5	6	6	1

Source : Compilation des données (MINADER2023, SDSR, SDR, fiches signalétiques de certaines filières Agricoles prioritaires au Cameroun)

Tableau 4 : Superficies projetées de production du riz au Cameroun par système de culture (hectares)

	2 022	2 025	2 030
Riz pluvial de plateau	120 000	145 000	200 000
Riz pluvial de bas-fonds	10 000	10 000	10 000
Riz irrigué	27 000	30 000	60 000
SUPERFICIES TOTALES	157 000	165 000	270 000

Source : Compilation des données (MINADER2023, SDSR, SDR, fiches signalétiques de certaines filières Agricoles prioritaires au Cameroun)

Les rendements et les superficies ci-dessus devraient permettre d'obtenir une production couvrant 97% de la demande nationale en riz blanchi, soit 1 130 000 tonnes de riz paddy à produire en champ.

Tableau 5 : Productions projetées de riz paddy au Cameroun par système de culture (Tonnes/hectare)

	2 022	2 025	2 030
Riz pluvial de plateau	180 000	240 000	500 000
Riz pluvial de bas-fonds	40 000	67 500	90 000
Riz irrigué	135 000	165 000	540 000
TOTAL PRODUCTION	355 000	472 500	1 130 000

Source : Compilation des données (MINADER2023, SDSR, SDR, fiches signalétiques de certaines filières Agricoles prioritaires au Cameroun)

Le gap de production à combler à l'horizon 2030 serait donc de 300 000 tonnes de riz blanchi comme indiqué dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6: Tableau récapitulatif des projections de productions et des besoins de consommation (en milliers de tonnes)

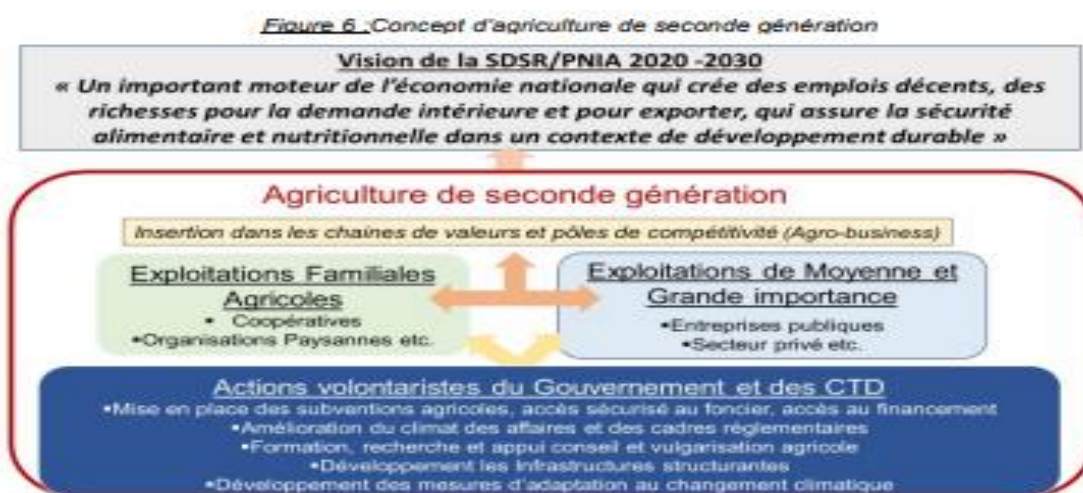
	2022	2025	2030
Besoin en riz blanchi	620	673	772
Production escomptée pour le dispositif actuel	248	350	450
Gap de production à combler pour un taux de satisfaction de 97% en 2030	67	100	300

Source : Adaptation de MINADER, 2023, SNDR, P 43

L'initiative couvrira le gap de production sus calculé sur la base d'une production assurée par une combinaison de catégories de producteurs :

- Les petits producteurs familiaux (1,5 ha en moyenne) à hauteur de 60%. Il y en aura 16 507 au total, soit 11 000 en riz irrigué, 3 500 en riz de plateau, 2 000 en riz de bas-fonds et 7 en rizi-pisciculture ;
- Les PME agricoles avec une moyenne de 5000 ha par entreprise (40%) des superficies, en harmonie avec la stratégie de développement du secteur rural en vigueur. Au total 06 PME seront installées dont 03 en riz irrigué et 03 en riz pluvial de plateau.

Fig 1 : le concept de l'agriculture de seconde génération au Cameroun



Source : MINADER, SDR 2020-2030

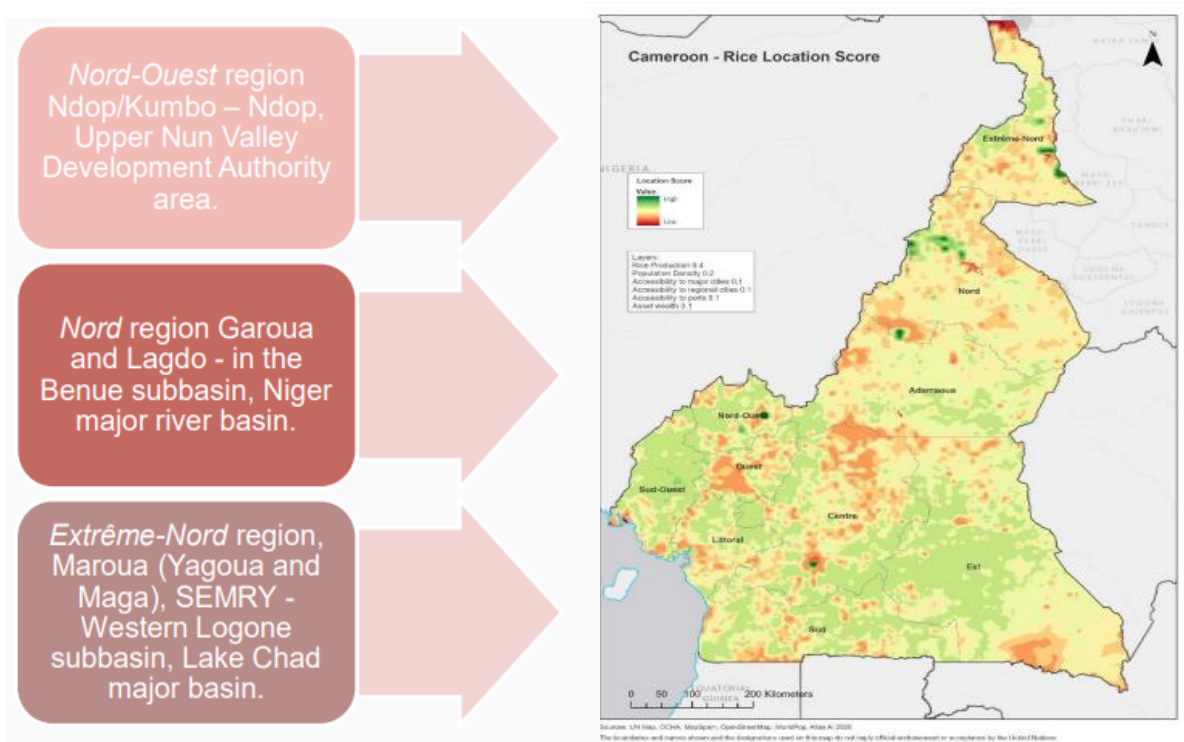
II- CIBLAGE GEOGRAPHIQUE

Le ciblage des zones prioritaires pour l'initiative MdM au Cameroun s'est appuyé sur une démarche multipolaire et séquentielle. Dans un premier temps, il y a eu les décisions souveraines du gouvernement Camerounais par l'intermédiaire du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de se focaliser sur la filière riz ; ensuite l'analyse multicritères faite par les experts du Siège de la FAO pour identifier les régions les plus appropriées pour la riziculture et enfin, la finalisation des sites au niveau départemental, réalisée par un Consultant National en collaboration avec le MINADER.

Cette dernière étape s'est appuyée sur trois sources de données pour produire les cartes de localisation des zones prioritaires, à savoir :

- Les données sur les ménages et les prix –(Toutes les variables sur les ménages ont été obtenues à partir de l'enquête sur les ménages-quatrième enquête de consommation auprès des ménages (ECAM) 4 (2014) - ;
- Les données géospatiales - Les données géospatiales ont été obtenues à partir de MODIS pour les données sur l'utilisation des terres. Le NDVI provient de la NASA.
- Les Données sur la pauvreté - Asset Wealth Index 2014 développé par l'Université de Stanford.
- Les données du Cadre Harmonisé du Gouvernement ?

L'approche de la frontière stochastique transversale a ainsi été mise à contribution pour produire les cartes en utilisant les revenus agricoles comme principale variable de résultat. Quatre ensembles de variables ont ainsi été utilisées pour la construction des frontières (prix, utilisation des terres et conditions climatiques).



Carte 3 : Départements ciblés par la MCDA pour la production du riz

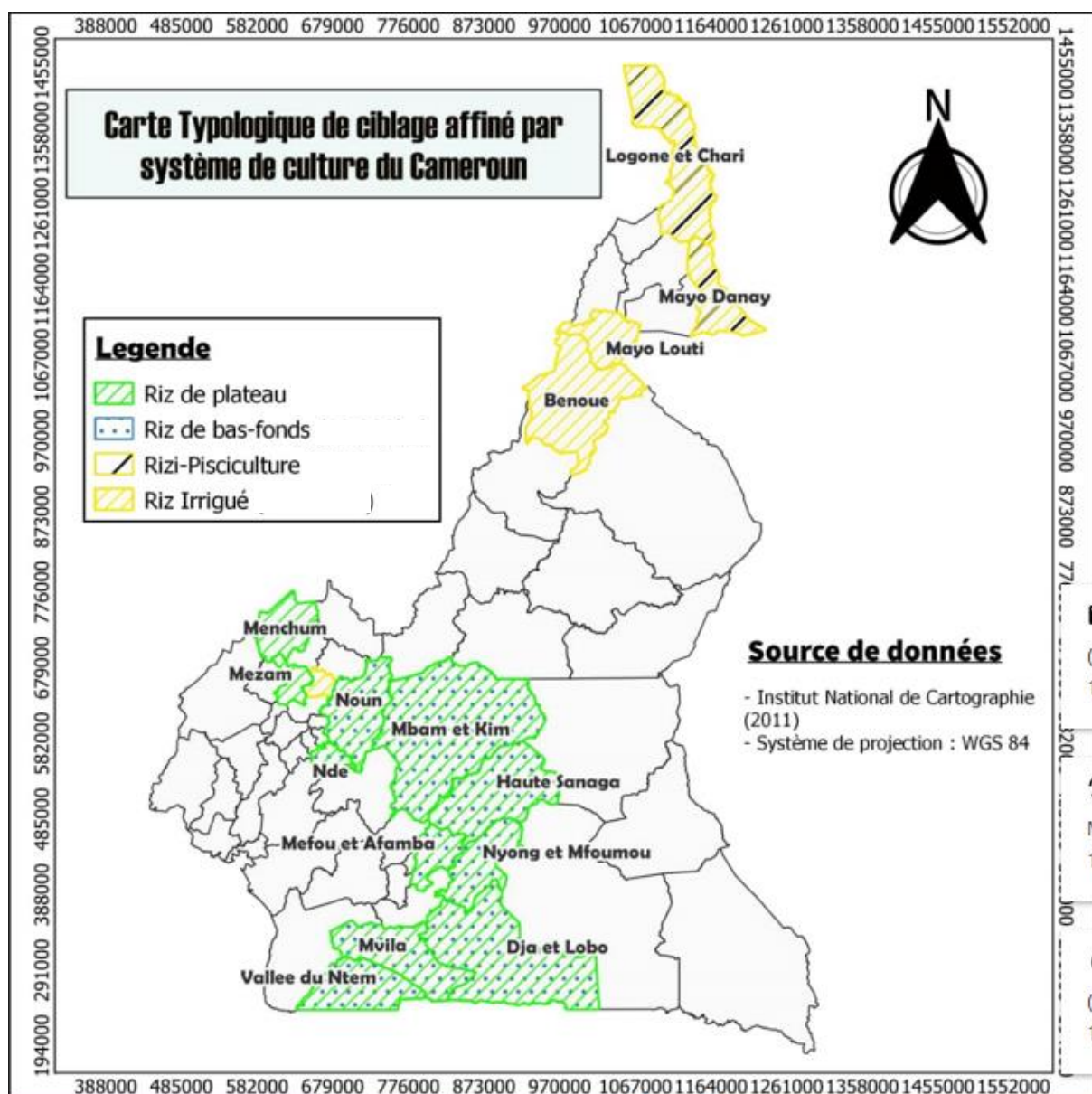


Tableau 6: Ciblage affiné par système de culture

	Régions cibles	Départements
Riz pluvial de plateau (20 250 ha)	Centre	Mbam et Kim, Haute Sanaga, Mefou et Afamba ; Nyong et Mfoumou
	Sud	Mvila, Dja et Lobo, Vallée du Ntem
	Nord-Ouest	Menchum, Mezam
	Ouest	Noun, Ndé
Riz des bas-fonds (3 000 ha)	Ouest	Noun, Ndé
	Centre	Mbam et Kim, Haute Sanaga, Mefou et Afamba ; Nyong et Mfoumou
	Sud	Mvila, Dja et Lobo, Vallée du Ntem
Riz irrigué	Extrême-Nord	Logone et Chari, Mayo Danay

(31 500 ha)	Nord	Benoue et Mayo Louti
	Nord-Ouest	Ngo-Ketunjia
Rizi-pisciculture (10 ha)	Extrême-Nord	Logone et Chari, Mayo Danay

Pour ce qui est de la localisation de la rizi-pisciculture, la MCDA donne un résultat assez net

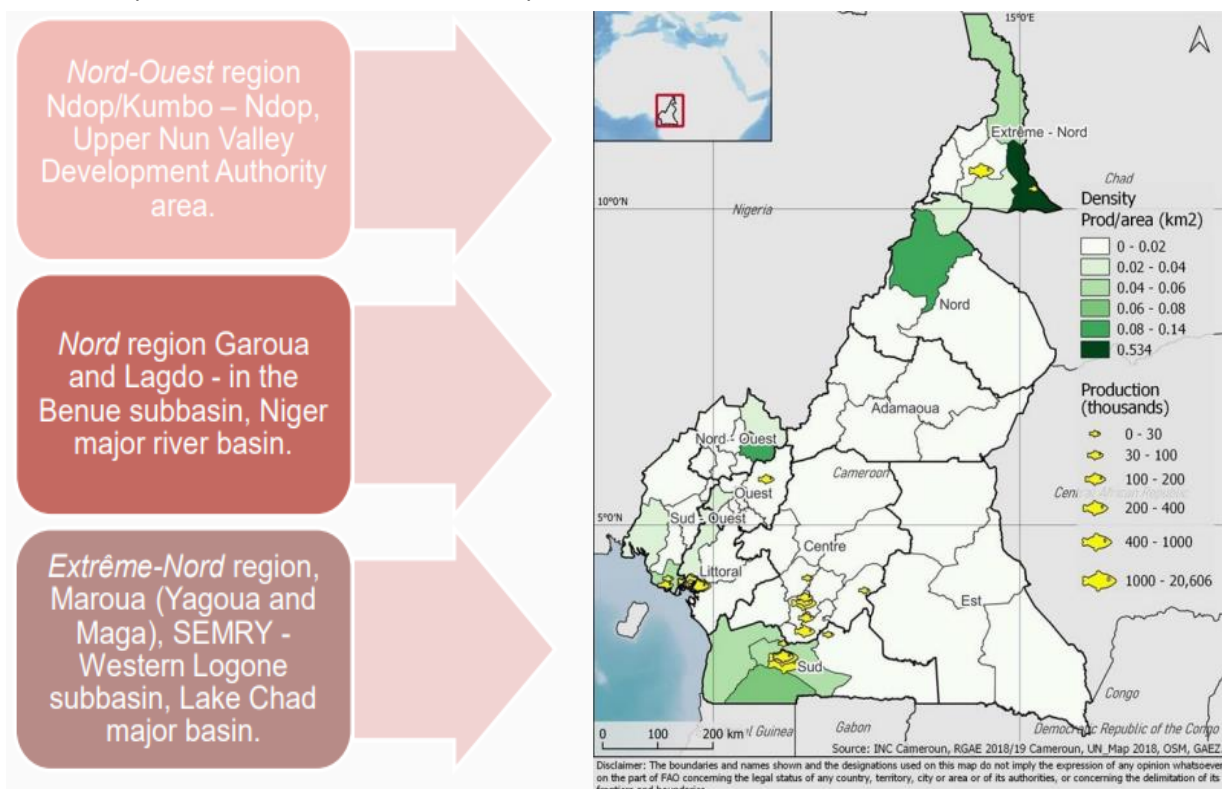


Figure 8: Départements ciblés par la MCDA pour la rizi-pisciculture

La carte ci-dessous pourrait être la carte No3



Rice-fish farming systems

Nord-Ouest region
Ndop/Kumbo – Ndop,
Upper Nun Valley
Development Authority
area.

Nord region Garoua
and Lagdo - in the
Benue subbasin, Niger
major river basin.

Extrême-Nord region,
Maroua (Yagoua and
Maga), SEMRY -
Western Logone
subbasin, Lake Chad
major basin.

C Cameroun - Rice production Maroua (MapSPAM)

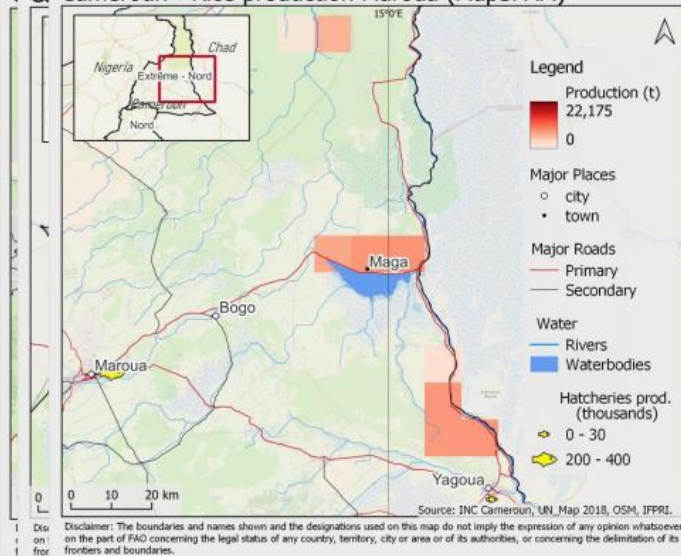


Figure : Sites prioritaires de rizi-pisciculture dans la Région de l'Extrême-nord

Ce premier ciblage a été affiné en combinant des orientations stratégiques en provenance du gouvernement et des informations plus désagrégées et plus récentes tirées de plusieurs travaux antérieurs (notamment l'enquête complémentaire de ECAM4 désagrégeant les données sur l'incidence de la pauvreté et les résultats du cadre harmonisé de suivi de la sécurité alimentaire). Ceci a permis de confirmer d'une part le ciblage régional initial par rapport aux réalités de terrain et aux perspectives d'aménagement du territoire, mais aussi d'amener le ciblage sur le plan départemental.

Encadré N° 1 : Mesures relatives à la promotion de la politique d'import-substitution

G- MESURES RELATIVES A LA PROMOTION DE LA POLITIQUE DE L'IMPORT SUBSTITUTION

1. DE LA PROMOTION DU SECTEUR AGRICOLE

Article 122. – Les entreprises des secteurs de la production agricole, de l'élevage et de la pêche, bénéficient des avantages fiscaux ci-après :

a. En phase d'investissement :

- dispense des charges fiscales et patronales sur les salaires versés aux ouvriers agricoles saisonniers ;
- exonération de la TVA sur l'achat des pesticides, des engrais et des intrants, ainsi que des équipements et matériels de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche figurant à l'annexe du présent titre ;
- exonération des droits d'enregistrement des mutations de terrains affectés à l'agriculture, à l'élevage et à l'aquaculture ;
- exonération des droits d'enregistrement des conventions de prêts destinées au financement des activités agricoles, de l'élevage et à la pêche ;
- exonération de la taxe foncière des propriétés appartenant aux entreprises agricoles, d'élevage et de pêche, et affectés à ces activités, à l'exclusion des constructions à usage de bureau.

b. En phase d'exploitation :

1) Les exploitants individuels y compris lorsqu'ils sont constitués sous forme de coopératives ou de groupe d'initiative commune (GIC), ayant pour activité la production agricole, l'élevage et la pêche, bénéficient des avantages ci-après :

i. Pendant les cinq (05) premières années d'exploitation :

- exonération de la contribution des patentes ;
- exonération de l'acompte et du minimum de perception de l'impôt sur le revenu ;
- exonération de l'impôt sur les revenus.

ii. Au-delà la cinquième (5^{ème}) année :

- exonération de la contribution des patentes ;
- paiement d'un prélèvement libératoire au titre de l'impôt sur le revenu au taux de 0,5% du chiffre d'affaires, majoré de 10% au titre des centimes additionnels communaux.

2) Les entreprises opérant dans les secteurs agricole, de l'élevage et de la pêche, qui ne relèvent pas de la catégorie visée à l'alinéa 1 ci-dessus peuvent bénéficier des avantages fiscaux prévus par la loi du 18 avril 2013 fixant les incitations à l'investissement privé, sous réserve du respect des conditions de fond et de forme prévues par ladite loi.

Source : loi des finances 2023

IV- LE PLAN D'INVESTISSEMENT

IV.1- Objectif global

Le plan d'investissement du Cameroun dans le cadre de l'initiative Main dans la main vise à contribuer à la réalisation des deux premiers objectifs de développement durables de l'ONU : (i) ODD1 : Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde et ODD2 : Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

IV.2- Objectifs spécifiques

La réalisation de cet objectif global passera par la réalisation de quatre objectifs spécifiques que sont :

- Résorber le gap entre la production nationale et la consommation nationale de riz ;
- Faciliter la commercialisation des récoltes ;
- Créer des emplois décents et améliorer les revenus, notamment pour les femmes et les jeunes, impliqués dans les différents maillons de la chaîne de valeurs du riz ;
- Accroître l'accessibilité physique et économique du riz afin de réduire les niveaux d'insécurité alimentaire ;
- Mener des exploitations pilotes associant la production simultanée de riz et de poisson dans les rizières irriguées (rizi-pisciculture).

IV.3- Les résultats attendus

Quatre principaux résultats devraient ainsi être atteints au terme de la réalisation du plan : (i) le Cameroun est auto-suffisant en matière de consommation du riz, ii) l'accessibilité du riz local pour toutes les couches de la population a été amélioré et l'amélioration de l'équilibre de la balance commerciale ; iii) l'Initiative Hand in Hand a permis la création de 24 000 emplois directs, notamment x pour les femmes et y pour les jeunes ; iv) l'initiative HiH a contribué à la réduction de l'insécurité alimentaire ; v) le Cameroun a développé un modèle de rizi-pisciculture et est prêt à le vulgariser.

IV.3.1- Gap de production résorbé

Cette partie sera développée au regard de celles de mes suggestions que tu auras retenues.

Il est question de porter à 97% le taux de satisfaction de la demande nationale en riz par la production nationale, soit un objectif de production de 300 000 tonnes supplémentaires de riz paddy par an à l'horizon 2030.

IV.3.2- Production locale de riz blanchi substantiellement relevée

Parallèlement, il importe de procéder au décorticage local du riz produit pour atteindre au moins un taux de transformation locale de riz paddy de 90% à l'horizon 2030.

IV.3.3- Riz local essentiellement commercialisé

Il sera également question de relever le défi de la commercialisation du riz local fortement concurrencé par le riz d'importation. Au moins 90% des récoltes locales devront être commercialisées à l'horizon 2030.

IV.3.4- Modèle de production rizi-piscicole généralisable

Afin de préparer des modèles permettant de tirer avantage des effets synergiques de la production simultanée de riz et de poisson dans une même exploitation, deux denrées également complémentaires dans l'alimentation des populations, l'initiative facilitera la conduite de fermes rizi-piscicoles pilotes. 100 ha de rizi-pisciculture seront ainsi réalisés en unité pilotes de production afin de faire connaître les rendements moyens de production de riz

et de poisson ainsi que les espèces de poisson et variétés de riz localement adaptés à l'association et au moins 2 Itinéraires techniques validés.

IV.4- Activités à mener

IV.4.1- Appui à la production des semences améliorées de riz

Il sera question ici de former et accompagner au moins 1 groupe de semenciers par département ciblé en mettant à sa disposition la semence de base et en organisant et structurant les réseaux d'approvisionnement des riziculteurs en semences certifiées.

IV.4.2- Aménagements hydroagricoles pour la production du riz

Dans le but d'assurer les extensions de superficies nécessaires à la résorption du gap de production, l'initiative assurera l'aménagement de 3 000 ha pour la production de riz de bas-fonds et 31 500 ha pour la production de riz irrigué. En ce qui concerne le riz pluvial de plateau, il sera question d'assurer le défrichement de 20 250 ha.

IV.4.3- Appui à la production rizicole et rizi-piscicole

Le gouvernement apportera une subvention partielle à l'acquisition des engrais, des produits phytosanitaires et à la gestion de la fertilité des sols. Il développera également des circuits fiables d'approvisionnement en engrais et produits phytosanitaires tout en délivrant des formations sur les techniques de fumure, de fertilisation, et de protection intégrée des cultures. L'appui -conseil et la vulgarisation d'itinéraires techniques adaptés seront apportés aux producteurs par des formations périodiques et des visites des exploitations, concertations entre acteurs du maillon production. La mécanisation des opérations culturales sera appuyée à travers la facilitation de et de la maintenance des équipements de labour, désherbage, ensemencement, traitement phytosanitaire, moissonnage, battage, ensachage. Il sera notamment mis en place des pools d'engins régionaux avec la collaboration du Centre d'Expérimentation et d'Essai du Machinisme Agricole (CENEEMA)

IV.4.4- Appui au développement des infrastructures socio-économiques pertinentes

L'initiative améliorera les infrastructures d'accès des zones de production par l'ouverture et la réhabilitation des pistes de collecte et de commercialisation de la production, le traitement des points critiques. Les capacités de stockage seront renforcées par la construction de nouvelles unités de stockage (magasins/silos) et la réhabilitation des unités de stockage délabrées là où elles existent. Enfin, l'électrification des zones de production, l'acquisition des unités de transformation, et la formation à la maintenance et développement des circuits de pièces détachées seront développées parallèlement à la mise en place de petites unités de transformation.

IV.4.5- Appui à la commercialisation

Les producteurs seront formés aux techniques et approches de marketing, mise en relation, développement des contrats de livraison parallèlement aux activités de développement des débouchés de commercialisation qui seront mise en place et concertation des acteurs qui s'intensifiera au sein de la plateforme interprofessionnelle de la filière riz déjà existante.

Il sera également question d'effectuer la veille informationnelle à travers des opérations de collecte, traitement et conservation et partage des informations sur le climat, les marchés amont et aval, les activités de production, les rendements et les performances des acteurs

IV.4.6- Gestion et coordination de l'initiative

La gestion et la coordination de l'initiative seront placés sous la responsabilité d'une équipe réduite qui travaillera avec les collectivités décentralisées des zones cibles. Logée au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, cette équipe assurera la coordination administrative, coordinations et supervisions techniques, acquisition, gestion financière, suivi-évaluation de l'initiative.

IV.5- Faisabilité de l'initiative

L'initiative MdM, telle que conçue, est techniquement et légalement faisable au Cameroun. Par ailleurs l'existence d'un marché aval certain et d'énormes possibilités d'approvisionnements en intrants se combinent avec la perception favorable de sa valeur ajoutée par les producteurs, les semenciers et les décortiqueurs

Tableau 7: Evaluation de la faisabilité de l'initiative MdM au cameroun

	OUI/NON	LOGIQUE
Faisabilité technique	OUI	Les zones ciblées sont techniquement reconnues aptes à la production du riz suivant le système de culture proposé
Possibilité des approvisionnements en intrants	OUI	Les mécanismes d'approvisionnement en intrants existent et seront davantage développés avec les opportunités développées par les nouveaux investissements
Existence du marché aval	OUI	Le marché aval est existant le souci de résorber le déficit de la production locale est à l'origine des investissements
Faisabilité légale/réglementaire	OUI	La production rizicole est réglementaire et légale. Les affectations de terres seront effectuées sur des domaines privés de l'Etat
Perception de la valeur ajoutée par les producteurs	OUI	Le riz est désormais perçu comme une culture de rente à résultats rapides par les producteurs
Perspective économique	OUI	Les gains de devises, d'indépendance par rapport à l'importation et la dynamisation des économies locales dans les bassins de production

Source : données de l'étude

IV.6- Impact financier prévisionnel

L'impact financier prévisionnel de l'initiative est positif avec un flux de revenus positif à partir de la cinquième (5^{ème}) année pour une valeur absolue des recettes évoluant de plus de 76 milliards en 2024 à plus de 700 milliards en 2029, soit une multiplication pratiquement par dix de la première valeur.

Tableau 8 : Impact financier prévisionnel de l'initiative

Impact financier						
Prévisions	2024	2025	2026	2027	2028	2029
PRODUCTION DE RIZ BLANCHI (65% du paddy produit)	29 196	75 942	140 238	186 981	268 822	306 262
PRODUCTION DE FARINE DE RIZ (28% du paddy produit)	12 577	32 713	60 410	80 546	115 800	131 928

PRODUCTION DE BALLES DE RIZ(7%)	3 144	8 178	15 103	20 136	28 950	32 982
PRODUCTION DE POISSON (tonnes)	3,6	7,2	10,8	12	12	12
Hypothèses clés						
<ul style="list-style-type: none"> - L'augmentation de la production se fera de manière progressive, en fonction de l'accroissement projeté du gap de production - Les rendements utilisés pour les calculs sont les rendements actuels (minimalisation) 						-

Le cout de production est compétitif, car il est bien en deçà du prix concerté actuellement pratiqué sur le marché (550 FCFA/kg). Le coût a été comparé au prix de 450 FCFA/Kg pour tenir compte de la marge du distributeur.

	SUPERFICIE MOYENNE (HA)	RENDEMENTS (T/HA)	COUT DE REVIENT DU RIZ PADDY BORD-CHAMP (FCFA/KG)	COUT DE REVIENT DU RIZ BLANCHI SORTIE USINE (FCFA/KG)	PRIX CONCERTÉ ACTUEL (FCFA/KG)	ECART SUR PRIX DU MARCHÉ (FCFA/KG)	%
RIZICULTURE IRRIGUEE PETITS PRODUCTEURS	1,5	6	225	374	450	76	20%
RIZICULTURE BAS-FONDS PETITS PRODUCTEURS	1,5	4,5	227	319	450	131	41%
RIZI PLUVIAL PETITS PRODUCTEURS	1,5	3	230	316	450	134	42%
RIZIPIISCULTURE PETITS PRODUCTEURS	1,5	1,8	188	269	450	181	67%
RIZICULTURE PLUVIALE GRANDS PRODUCTEURS	5000	4,5	216	303	450	147	49%
RIZICULTURE IRRIGUEE GRANDS PRODUCTEURS	5000	6	175	246	450	204	83%

IV.7- Impact social prévisionnel de l'initiative

L'initiative impactera 55 414 ménages de producteurs au total 17 507 petits producteurs et 6 grands producteurs . Grâce au 248 magasins de stockages qui seront construits d'une capacité d'au moins 500 tonnes chacun, un apport majeur sera fait à la sécurité alimentaire le long de l'année, encore que 34 unités de décorticage seront disséminées dans les bassins de production. Plus de 548 km de routes seront créés et entretenus parallèlement à l'électrification de 17 zones de population abritant en moyenne 1500 ménages de producteurs chacune. Il en découlera une meilleure mobilité des

populations et une meilleure qualité de vie, surtout avec le relèvement des revenus tirés de la vente du riz produit et de ses sous-produits.

Tableau 9 : Résumés des impacts sociaux de l'initiative

Impact Social					
	Riziculture irriguée	Riziculture des bas-fonds	Riziculture pluviale	Rizi-pisciculture	Total
Bénéficiaires	11003	3 000	3503	7	17 513
Petits producteurs	11 000	3 000	3500	7	17 507
Grands producteurs	3		3		06
			NOMBRE D'INFRASTRUCTURES	VALEUR DES INVESTISSEMENTS	
NOMBRE DE BENEFICIAIRES			16 513		
Immobilisation de production				335 314 860 000	
Création de routes (km)			548	4 380 800 000	
Aménagements agricoles (ha)			54 760	297 455 000 000	
Equipement lourd de production			60	9 000 000 000	
Outillage agricole			54 760	2 354 680 000	
Matériel de pisciculture			7	880 000	
Construction de Magasins de stockage			248	22 123 500 000	
Immobilisation décortiquage				8 653 527 319	
Unités de décortiquage			34	6 953 082 875	
Hypothèses					
<div><div>-</div>Les producteurs ruraux travaillant actuellement sur des superficies réduites (0,5-1ha) amélioreront leurs revenus par l'accroissement des superficies de production et plus tard l'amélioration des rendements suite aux effets d'apprentissage</div> <div><div>-</div>Les bassins de production seront électrifiés pour faciliter le décortiquage du riz et l'amélioration du cadre de vie des producteurs</div>					

IV.8- Ressources nécessaires

	VAN	TRI	DELAI DE RECUPERATION	COUT GLOBAL	COUT PADDY	COUT RIZ BLANCHI	PRIX CONCERTÉ DU RIZ
Riziculture irriguée petits producteurs	38 163 693 765	26,13%	3,5 ans	238 008 090 000	225	318	450
Riziculture irriguée grands producteurs	52 782 546 243	44,84%	3,5 ans	106 546 977 000	175	246	450
Riziculture pluviale petits producteurs	4 572 099 260	35,85%	4 ans	18 818 380 720	230	316	450
Riziculture pluviale grands producteurs	15 355 306 284	43,49%	3,5 ans	44 928 943 600	216	303	450
Riziculture des bas-fonds petits producteurs	1 086 105 747	17,72%	3,5 ans	15 627 978 806	227	319	450
Rizi-pisciculture petits producteurs	36 519 933	29,61%	3,5 ans	108 854 970	188	269	450

IV.9- Plan de financement de l'initiative

Dans un modèle de financement où l'Etat finance à 100% les aménagements hydroagricoles et les infrastructures stratégiques relevant des missions de service public (route, électricité). Toutes les autres charges d'exploitations sont à la charge du secteur privé. Sur un total de 410 461 752 240 FCFA, l'Etat devra pour voir 279 480 363 410 FCFA et les privés 131 044 558 830 FCFA.

	IMMOBILISATION	DEPENSES RECURRENTES	TOTAL	ETAT	PRIVE
RIZICULTURE IRRIGUEE PETITS PRODUCTEURS	108 282 900 000	56 679 810 000	164 962 710 000	113 370 922 500	51 591 787 500
RIZICULTURE BAS-FONDS PETITS PRODUCTEURS	10 276 000 000	6 612 443 800	16 888 443 800	10 550 375 000	6 338 068 800
RIZICULTURE PLUVIALE PETITS PRODUCTEURS	8 588 000 000	10 921 849 470	19 509 849 470	8 292 031 250	11 280 818 220
RIZIPISCICULTURE PETITS PRODUCTEURS	84 900 000	48 670 620	133 570 620	88 290 910	45 449 710
RIZICULTURE PLUVIALE GRANDS PRODUCTEURS	18 260 000 000	25 826 543 600	44 086 543 600	17 401 775 000	26 684 768 600
RIZICULTURE IRRIGUEE GRANDS PRODUCTEURS	122 703 750 000	42 176 884 750	164 880 634 750	129 776 968 750	35 103 666 000
TOTAL	268 195 550 000	142 266 202 240	410 461 752 240	279 480 363 410	131 044 558 830

V- ANALYSE FINANCIERE

	VAN	TRI	DELAI DE RECUPERATION	COUT GLOBAL
Riziculture irriguée petits producteurs	38 163 693 765	26,13%	3,5 ans	238 008 090 000
Riziculture irriguée grands producteurs	52 782 546 243	44,84%	3,5 ans	106 546 977 000
Riziculture pluviale petits producteurs	4 572 099 260	35,85%	4 ans	18 818 380 720
Riziculture pluviale grands producteurs	15 355 306 284	43,49%	3,5 ans	44 928 943 600
Riziculture des bas-fonds petits producteurs	1 086 105 747	17,72%	3,5 ans	15 627 978 806
Rizi-pisciculture petits producteurs	36 519 933	29,61%	3,5 ans	108 854 970

VI- RISQUES MAJEURS ET FACTEURS DE MITIGATION

N°	Description du risque	Impact potentiel (Faible, Moyen, Elevé)	Probabilité de survenue (Faible, Moyen, Elevée)	Stratégie de Mitigation
	Survenue de la sécheresse (changements climatiques)	Moyen	faible	Renforcement du système d'irrigation
	Attaque massive d'oiseaux granivores ou de sauterelles	Moyen	moyen	gardienna
	Mobilisation tardive des financements requis	Fort	moyen	Promotion du plan d'investissement, participation au forum d'investissement

CADRE LOGIQUE DE L'INITIATIVE MAIN DANS LA MAIN AU CAMEROUN

LOGIQUE D'INTERVENTION	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VERIFIABLES	SOURCES DE VERIFICATION	HYPOTHESES
OBJECTIFS GLOBAUX			
Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	Pourcentage de bénéficiaires de l'initiative ayant émergé du seuil de pauvreté/ Baisse de l'incidence de la pauvreté monétaire dans les bassins d'intervention	Rapport Etudes complémentaires ECAM	L'impact d'autres interventions locales est négligeable
Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	Pourcentage de communes de la zone d'intervention ayant amélioré leur phase de sécurité alimentaire	Cadre harmonisé de suivi de la sécurité alimentaire	L'impact d'autres interventions locales est négligeable
OBJECTIFS SPECIFIQUES			
Résorber le gap entre la production nationale et la consommation nationale de riz	Gap entre la production et la consommation nationales de riz Taux de satisfaction de la demande nationale en riz	Rapports enquêtes ECAM Statistiques annuelles du MINCOMMERCE	Tenue des enquêtes complémentaires d'ECAM Production des statistiques annuelles par le MINCOMMERCE
Transformer localement la production de riz obtenue	Pourcentage de riz paddy transformé localement	Statistiques annuelles de la DESA/MINADER	Production des statistiques annuelles par DESA/MINADER
Faciliter la commercialisation des récoltes	Pourcentage de riz local effectivement commercialisé	Statistiques annuelles de la DESA/MINADER	Production des statistiques annuelles par DESA/MINADER
Mener des exploitations pilote associant la production simultanée de riz et de poisson dans les rizières irriguées (rizi-pisciculture)	Superficie totale des unités-test de rizi-pisciculture effectivement mises en production	Suivi-évaluation de l'Initiative HiH	Production des rapports de suivi-évaluation par l'initiative
REALISATIONS			
Gap de production résorbé	<ul style="list-style-type: none"> Taux de satisfaction de la demande de 97% 1100 000 tonnes supplémentaires de riz paddy produits par an à l'horizon 2030 	Rapports enquêtes ECAM Statistiques annuelles du MINCOMMERCE	
Production locale de riz substantiellement relevée	<ul style="list-style-type: none"> Taux de transformation de riz paddy porté à au moins 90% transformé localement à l'horizon 2030 	Statistiques annuelles de la DESA/MINADER	
Riz local essentiellement commercialisé	<ul style="list-style-type: none"> Au moins 90% des récoltes locales commercialisées à l'horizon 2030 	Statistiques annuelles de la DESA/MINADER	

Modèle de production rizi-piscicole généralisable	<ul style="list-style-type: none"> • 100 ha de rizi-pisciculture réalisés en unité pilotes de production • Rendements moyens de production de riz et de poisson connus • Espèces de poisson et variétés de riz localement adaptés à l'association connues • Au moins 2 Itinéraires techniques validés 	Statistiques annuelles de la DESA/MINADER Suivi-évaluation de l'Initiative HiH	
ACTIVITES	MOYENS	COUTS	
Appui à la production des semences améliorées de riz	Former et accompagner au moins 1 groupe de semenciers par département ciblé Mettre à disposition la semence de base initiale Organiser et structurer les réseaux d'approvisionnement des riziculteurs en semences améliorées		
Aménagements hydroagricoles pour la production du riz	Aménagement de 10 000 ha de production de riz de bas-fonds et 60 000 de riz irrigué Défrichement de 200 000 ha de production du riz pluvial de plateau		
Appui à l'approvisionnement en engrais et en gestion de la fertilité des sols	Développement de circuits fiables d'approvisionnement en engrais, formations sur les techniques de fumure et de fertilisation, appui à l'acquisition des engrais		
Appui à la protection phytosanitaire des exploitations	Développement de circuits fiables d'approvisionnement en produits phytosanitaires, formations sur les techniques de protection intégrée des cultures, appui à l'acquisition des produits phytosanitaires		
Appui -conseil et vulgarisation d'itinéraires techniques adaptés	Formations périodiques et visites des exploitations, concertations entre acteurs du maillon production		
Appui à la mécanisation des opérations culturales	Facilitation de l'acquisition et de la maintenance des équipements de labour, désherbage, ensemencement, traitement phytosanitaire, moissonnage, battage, ensachage		
Amélioration des infrastructures d'accès	Ouverture et réhabilitation des pistes de collecte et de commercialisation de la production, traitement des points critiques		
Renforcement de la capacité de stockage du riz et du poisson	Construction de nouvelles unités de stockage (magasins/silos) Réhabilitation des unités de stockage délabrées		
Mise en place de petites unités de transformation	Electrification des villages, acquisition des unités de transformation, formation à la maintenance et développement des circuits de pièces détachées et de carburant		
Développement des débouchés de commercialisation	Formation au marketing, mise en relation, développement des contrats de livraison		
Mise en place d'exploitations pilotes de rizi-pisciculture	100 ha de rizi-pisciculture mis en place		

Veille informationnelle	Collecte, traitement et conservation et partage des informations sur le climat, les marchés amont et aval, les activités de production, les rendements et les performances des acteurs	
Concertation	Animation de la plateforme de concertation	
Gestion et coordination de l'initiative	Coordination administrative, coordinations et supervisions techniques, acquisition, gestion financière, suivi-évaluation	
